Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

46 | 2013

L'espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle

La mobilisation politique dans l'Empire autoritaire

Le spectacle des élections au Reichstag (1871-1912)

Andreas Biefang

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4447>

DOI : 10.4000/rh19.4447

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 95-117

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Andreas Biefang, « La mobilisation politique dans l'Empire autoritaire », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4447> ; DOI : 10.4000/rh19.4447

Tous droits réservés

ANDREAS BIEFANG

*La mobilisation politique dans l'Empire autoritaire.
Le spectacle des élections au Reichstag (1871-1912)*

Au soir du 25 janvier 1907, les rues de Berlin étaient en proie à la plus grande confusion. Partout on se réunissait pour discuter des élections au Reichstag, les vendeurs de journaux distribuaient des éditions spéciales, les maisons d'édition affichaient les résultats sur les façades des immeubles et les cinémas offraient leurs écrans pour la circonstance (ill. 1). Jusqu'au bout, la campagne électorale avait été dure et passionnée. La politique coloniale avait été placée au cœur des débats. Quoique « au-dessus des partis » selon la lettre du constitutionnalisme, le gouvernement impérial s'était largement impliqué dans la campagne, reprochant aux adversaires de l'expansion coloniale, sociaux-démocrates et catholiques du *Zentrum*, leur manque de loyauté à la nation¹. La population en émoi voulut alors connaître la composition de la nouvelle assemblée. Les rues et les cafés furent pris d'assaut.

On sait moins, en revanche, comment l'empereur Guillaume II passa cette soirée d'élections. Suivit-il de près les événements ? Se fit-il communiquer les résultats circonscription par circonscription ? Discuta-t-il de leurs conséquences politiques avec ses conseillers ? On peut penser qu'il s'intéressa de près à l'issue des élections et aux effets de la campagne gouvernementale qu'il avait inspirée. C'est ce que montre sa réaction aux résultats du deuxième tour de scrutin, dans la première circonscription de la capitale, Berlin-Mitte, pour ainsi dire aux portes de la résidence du souverain. Le candidat soutenu par le gouvernement l'ayant emporté, à la surprise générale, contre un social-démocrate², l'empereur, immédiatement après la publication du résultat, se montra au balcon du Palais à la foule qui l'attendait et qui accueillit avec joie ce geste de gratitude (ill. 2).

1. Les principaux constitutionnalistes allemands ont décrit la monarchie constitutionnelle comme un système strictement dualiste. Le Parlement y passe pour être l'expression d'intérêts variés, subjectifs, ou partisans, à l'opposé du monarque et de son gouvernement, incarnation d'un État rationnel et objectif, « au-dessus des partis ». Cf. Christoph Schönberger, *Das Parlament im Anstaltsstaat. Zur Theorie parlamentarischer Repräsentation in der Staatsrechtslehre des Kaiserreichs (1871-1918)*, Frankfurt a. M., Klostermann, 1997.

2. John Röhl, *Wilhelm II. Der Weg in den Abgrund. 1900-1941*, München, C. H. Beck, 2008, p. 552-553. Sur les résultats des élections à Berlin, cf. Carl-Wilhelm Reibel [dir.], *Handbuch der Reichstagswahlen. 1890-1918. Bündnisse – Ergebnisse – Kandidaten*, Düsseldorf, Droste, 2007, p. 119-120.

Ill. 1 : Nuit électorale à Berlin. Annonce des résultats et projection des portraits des candidats devant le siège de notre éditeur Ullstein & Co dans la Kochstraße, dessins de Fritz Koch, *Berliner Illustrierte Zeitung*, n° 5, 3 février 1907, p. 67.

Ill. 2 : Manifestation devant le château royal de Berlin, après le scrutin de ballottage du 5 février, Dessin de M. Plinzer, *Illustrierte Zeitung* (Leipzig), n° 3320, 14 février 1907, p. 247.

Ces élections de 1907 au *Reichstag* furent en mesure de mobiliser de larges pans de la population, non seulement le jour même de l'élection, mais aussi tout au long de la campagne électorale. Événement médiatique de masse, elles ont maintenu pendant plusieurs semaines l'opinion publique en haleine.

Cet article s'attachera à replacer ces élections dans le cadre de la culture politique du *Reich*³. Seront étudiés ici leurs aspects rituels et performatifs ainsi que leur signification politique – thèmes récemment développés par l'historiographie allemande⁴. Les formes symboliques d'action liées aux événements électoraux ont contribué à exprimer les conflits relatifs à l'ordre politique impérial. L'intensité et le style de la campagne électorale, l'organisation du scrutin, l'acte même du vote, l'attitude des différents acteurs et la

3. Cet essai est basé sur les travaux suivants d'Andreas Biefang : « Die Reichstagswahlen als demokratisches Zeremoniell », in Andreas Biefang, Michael Epkenhans et Klaus Tenfelde [dir.], *Das politische Zeremoniell im Deutschen Kaiserreich 1871-1918*, Düsseldorf, Droste, 2010 (1^{re} édition 2008), p. 233-270 et *Die andere Seite der Macht. Reichstag und Öffentlichkeit im System Bismarck 1871-1890*, Düsseldorf, Droste, 2012 (1^{re} édition 2009).

4. Cf. Thomas Mergel, « Überlegungen zu einer Kulturgeschichte der Politik », *Geschichte und Gesellschaft* 28 (2002), p. 574-606 ; Thomas Mergel, *Propaganda nach Hitler. Eine Kulturgeschichte des Wahlkampfes in der Bundesrepublik 1949-1990*, Göttingen, Wallstein, 2010.

perception qu'en eut le public contribuèrent à asseoir la position du *Reichstag* au sein des structures institutionnelles du *Reich*. Tous ces éléments étaient de nature à affaiblir le pouvoir du Parlement national ou – lorsqu'ils semblaient légitimer ses prétentions – de le fortifier⁵. Avant d'évoquer les aspects performatifs du vote, l'article se propose de présenter brièvement le système constitutionnel du *Reich* puis d'analyser les modalités des opérations électorales.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL DANS L'HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE EN ALLEMAGNE

Le droit de vote introduit en 1867 dans la Confédération de l'Allemagne du Nord et en 1871 dans le *Reich* allemand était, selon l'article 20 de la Constitution, « universel » (masculin), direct et secret⁶. Tout homme âgé de plus de 25 ans possédait le droit de suffrage sous réserve de ne pas bénéficier de l'aide aux pauvres ou de ne pas être sous les drapeaux. Ce droit créait un lien immédiat entre une large part de la population masculine adulte – environ 20 % de la population totale – et les institutions du *Reich*⁷. Selon les critères du XIX^e siècle, ce système comptait parmi les plus libres et les plus démocratiques. Le suffrage universel masculin formait l'élément moderne, dynamique, de la Constitution, auquel ne semblait pas vraiment correspondre le pouvoir réel du Parlement national.

Certes, le *Reichstag* n'était pas un parlement faible. Dans le domaine législatif, avant tout, ses attributions étaient importantes. Les lois du *Reich* ne pouvaient être adoptées qu'avec son approbation. Et le droit qu'il avait de déposer des propositions de loi lui permettait de peser sur l'agenda politique. Les recettes et dépenses de l'État étaient également soumises à une loi votée par le Parlement. Toutefois, les prérogatives du *Reichstag* étaient sur trois points fondamentaux limitées par celles de la monarchie⁸. Tout d'abord, il n'avait aucune influence immédiate sur la composition précise du gouvernement. Le chancelier du *Reich*, chef de l'exécutif, ne dépendait, du moins selon les termes de la Constitution, que de la confiance de l'empereur. La part la plus importante du budget, allouée à l'armée, n'était pas soumise à

5. Sur l'évolution de la considération publique des parlements et de leur pouvoir symbolique, cf. Werner Patzelt, « Parlamentarische Geltungsgeschichten », in Gert Melville et Hans Vorländer [dir.], *Geltungsgeschichten. Über die Stabilisierung und Legitimierung institutioneller Ordnungen*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2002, p. 285-318.

6. Pour les termes de la constitution du *Reich*, cf. Ernst-Rudolf Huber [dir.], *Dokumente zur deutschen Verfassungsgeschichte*, vol. II : *Deutsche Verfassungsdokumente. 1850-1900*, Stuttgart, Kohlhammer, 1986 (1^{re} édition 1951), n° 261.

7. Pour un aperçu général des résultats des élections et des statistiques, cf. Gerhard A. Ritter (en collaboration avec Merith Niehuss), *Wahlgeschichtliches Arbeitsbuch. Materialien zur Statistik des Kaiserreichs 1871-1918*, München, C. H. Beck, 1980.

8. Cf. Jörg-Detlef Kühne, « Volksvertretungen im monarchischen Konstitutionalismus (1814-1918) », in Hans-Peter Schneider et Wolfgang Zeh [dir.], *Parlamentsrecht und Parlamentspraxis in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin/New York, de Gruyter, 1989, p. 49-101.

une approbation annuelle, escamotant la souveraineté budgétaire du *Reichstag*. Enfin, celui-ci ne disposait pas du droit de se convoquer ou de se dissoudre lui-même. Le *Bundesrat* (Conseil fédéral) pouvait à tout moment, de concert avec l'empereur, dissoudre le *Reichstag* et ordonner de nouvelles élections dans les soixante jours. Ainsi, la menace de dissolution planait en permanence sur la tête des députés.

Les historiens eurent longtemps du mal à expliquer comment le droit de vote « démocratique » avait pu faire son entrée dans une Constitution marquée du sceau de l'État autoritaire. Ils observaient que le droit de vote n'avait pas été conquis « d'en bas » à la suite d'une révolution mais, au cours de la révolution, accordé « d'en haut » par l'État. Les gouvernements allemands, en particulier celui de la Prusse, rejetant pour des raisons idéologiques le droit de vote démocratique, c'est une interprétation fonctionnelle centrée sur Otto von Bismarck qui dominait. Le ministre-président de la Prusse aurait travaillé à l'introduction du suffrage universel au niveau du *Reich* afin de s'opposer à la volonté du courant libéral de participer au gouvernement. Il aurait gardé en mémoire l'expérience douloureuse des victoires triomphales, en Prusse, de l'opposition libérale grâce au système inégalitaire d'un corps électoral divisé en trois classes (*Dreiklassenwahlrecht*) et favorisant les classes possédantes. Les promoteurs de la réforme électorale auraient ainsi vu dans l'élargissement du suffrage un soutien potentiel pour le gouvernement conservateur. Le suffrage universel masculin, dans cette perspective, était assimilé à instrument de pouvoir inspiré du bonapartisme, apte à endiguer la parlementarisation du système. Son introduction prématurée par rapport à l'Angleterre était analysée comme un élément constitutif du « *Sonderweg* » allemand, anti-libéral et antiparlementaire, si souvent invoqué⁹.

Toutefois, l'analyse détaillée de la genèse de la loi électorale invalide cette thèse¹⁰. Bien au contraire, l'introduction du suffrage universel masculin en 1867-1871 marque, semble-t-il, une étape importante dans l'histoire de la démocratie en Allemagne. Elle doit d'abord beaucoup à la tradition, certes récente, qui a modelé ce droit depuis la révolution allemande de 1848. Le suffrage quasi universel fut en effet appliqué pour la première fois lors des élections à l'Assemblée nationale constituante d'avril et mai 1848. Toutefois, ces élections furent organisées par les États membres de la Confédération germanique, alors même que les lois électorales du moment ne respectaient pas le plus souvent les standards les plus élémentaires, de sorte que l'on ne

9. Au sujet de la présumée « voie particulière », cf. en résumé Sandrine Kott, « Sonderweg », in Christian Delacroix et alii [dir.], *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 1238-1244 ; Ewald Fric, *Das Deutsche Kaiserreich*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2004, p. 118-121.

10. Cf. Andreas Biefang, « Modernität wider Willen. Bemerkungen zur Entstehung des demokratischen Wahlrechts des Kaiserreichs », in Wolfram Pyta et Ludwig Richter [dir.], *Gestaltungskraft des Politischen*, Berlin, Duncker & Humblot, 1998, p. 239-259.

peut pas vraiment parler d'élections démocratiques¹¹. L'Assemblée nationale issue des élections, le Parlement de Francfort, adopta de son côté le 28 mars 1849 une loi électorale introduisant le suffrage universel, égalitaire et secret¹². Cette loi résultait d'un large compromis entre les partisans constitutionnels de la monarchie prussienne héréditaire et les démocrates attachés à la participation du peuple aux élections. En raison de la répression de la révolution par l'armée, elle n'entra pas en application, mais elle ne disparut pas pour autant de la conscience des protagonistes. Lorsqu'au début des années 1860 la répression contre-révolutionnaire se relâcha, elle fut de nouveau inscrite à l'agenda politique. Depuis octobre 1862, la loi électorale de 1849 – constituant avec la monarchie héréditaire prussienne le compromis libéral-démocratique de Francfort – faisait partie des revendications fondamentales d'un mouvement national large et varié ayant son centre organisationnel dans le *Deutscher Nationalverein*¹³.

Les revendications populaires ne suffirent néanmoins pas à imposer le droit de vote démocratique. C'est la conjoncture politique propre à la fondation du *Reich* qui le rendit possible. Le suffrage universel était pour ainsi dire le prix à payer par Bismarck, ses alliés conservateurs et les nationaux-libéraux de tendance conservatrice pour l'avènement du *Reich*. Les raisons étaient tout d'abord liées à la politique extérieure, la référence au suffrage universel étant de nature à mettre l'Empire multinational des Habsbourg sur la défensive et, dans le même temps, à donner plus de force au rejet de demandes de compensation des puissances européennes. Mais c'est une raison impérieuse de politique intérieure, la nécessité de rassembler la nation allemande qui s'avéra déterminante. Ce n'était qu'au travers d'un plébiscite sous forme de droit de vote démocratique que l'État-nation nouvellement créé pouvait acquérir stabilité et crédibilité. En effet, d'autres facteurs d'intégration à l'État central étaient à cette époque quasi inexistantes. Les armées prussienne, bavaroise, saxonne restaient attachées à leur État respectif. Le titre d'empereur ne fut dans un premier temps guère plus que l'intitulé administratif porté par le roi de Prusse en tant que président du *Bundesrat*. Il se devait encore d'acquérir l'aura d'un monarque national. Dans cette situation, tant Bismarck que le Parti national-libéral en gestation se virent contraints de renouer avec la loi électorale révolutionnaire de 1849, quand bien même leur idéologie eût dû les pousser à préférer une loi électorale graduée selon la richesse et le niveau d'éducation.

11. Karl Obermann, *Die Wahlen zur Frankfurter Nationalversammlung im Frühjahr 1848*, Berlin (RDA), Verlag der Wissenschaft, 1987.

12. Manfred Botzenhart, *Deutscher Parlamentarismus in der Revolutionszeit 1848-1850*, Düsseldorf, Droste, 1977, p. 663-695.

13. Andreas Biefang, *Politisches Bürgertum in Deutschland. Nationale Organisationen und Eliten 1857-1868*, Düsseldorf, Droste, 1994.

Quant aux citoyens, ils firent usage de ce droit octroyé « d'en haut » avec toujours plus d'entrain¹⁴. La participation électorale crût presque continuellement de 1871 à 1912 : de 51 % en 1871 elle passa à 60 % en 1874 et 70 % en 1887, et aux élections de 1907 et 1912, elle atteignit plus de 84 %, niveau de mobilisation qui même dans les démocraties consolidées d'aujourd'hui apparaîtrait exceptionnel – et ceci bien qu'une voix ait considérablement moins de poids dans une circonscription urbaine à forte densité que dans les régions rurales peu peuplées. Dans le même temps, le nombre de circonscriptions âprement disputées continuait d'augmenter, ce que montre le nombre de ballottages, passant de 45 en 1871 à 190 en 1912. Une part croissante de la population voyait dans les élections parlementaires un processus auquel il était avantageux de prendre part, tant pour décider de l'orientation politique que pour afficher publiquement son opinion. Les élections au *Reichstag* constituent ainsi le moteur du processus désigné par l'historiographie comme la « politisation fondamentale » de la population¹⁵. On peut alors se demander quel rôle eut le spectacle des élections dans cette politisation.

LE SPECTACLE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE : INTÉGRATION CONFLICTUELLE ET MONTÉE DES ÉMOTIONS

Les élections parlementaires allemandes étaient un processus complexe s'étalant sur une longue période et que l'on peut structurer en diverses étapes de lieu, de temps et d'action. Le processus commençait par l'annonce officielle de la date des élections, incluait la préparation administrative de la journée du scrutin depuis la fixation des circonscriptions électorales jusqu'au choix des bureaux de vote et à la mise à disposition des instruments nécessaires, en passant par l'établissement des listes électorales et la nomination du président du bureau de vote. Le versant proprement politique incluait le dépôt des candidatures, la campagne électorale dans toutes ses dimensions, ainsi que la distribution des bulletins de vote. L'acmé était atteinte le jour du scrutin avec l'accomplissement de l'acte électoral lui-même. Venaient ensuite le comptage des bulletins, l'annonce officielle des résultats, suivie de la célébration de la victoire par les candidats, les partis et leurs sympathisants. Le scrutin était définitivement clos après la proclamation des résultats des scru-

14. Études récapitulatives sur les mouvements électoraux et les thèmes centraux de campagne, cf. Brett Fairbairn, « Interpreting Wilhelmine Elections : National Issues, Fairness Issues, and Electoral Mobilization », in Larry E. Jones et James Retallack [dir.], *Elections, Mass Politics, and Social Change in Modern Germany. New Perspectives*, Cambridge, University Press, 1992, p. 17-48 ; Jonathan Sperber, *The Kaiser's Voters. Electors and Elections in Imperial Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

15. Sur le concept de « politisation fondamentale », à savoir la transition de la politique des élites vers la politique des masses, cf. la synthèse de Hans-Peter Ullmann, *Politik im Deutschen Kaiserreich 1871-1918*, München, Oldenbourg, 1999, p. 25-33.

tins de ballottage. Au total, trois mois pouvaient s'écouler entre la fixation de la date des élections et l'annonce officielle des résultats.

Dans ce processus, c'est la campagne électorale qui durait le plus longtemps¹⁶. Elle commençait le jour de l'annonce de la date du scrutin pour s'achever le jour du vote. À cette époque, et ce depuis la proclamation de l'Empire, les réunions et les associations électorales étaient sous la protection légale du *Reich*¹⁷. La loi électorale impériale stipulait que les associations spécialement créées en vue de la préparation des élections ne l'étaient que pour la durée des opérations électorales et ne devaient pas être considérées comme des associations politiques. L'autorisation du pouvoir n'était donc pas nécessaire pour leur création. Ce privilège juridique profita surtout aux sociaux-démocrates, lesquels, tandis que les lois dites « lois antisocialistes » de 1878 à 1890 leur interdisaient de fait d'exister, purent créer des associations électorales et tenir des réunions. Ainsi, ce privilège juridique dont jouissait la campagne électorale favorisait son rayonnement symbolique. Se tenant dans un cadre particulier défini par les lois du *Reich* et délimité dans le temps, la campagne électorale se trouvait détachée du quotidien politique et auréolée d'une dignité particulière. Elle pouvait, en dépit des formes disparates qu'elle pouvait revêtir, être vécue comme un événement unitaire et national.

Abstraction faite des privilèges juridiques déjà évoqués, la campagne électorale n'obéissait à aucun règlement précis. Au contraire, se cristallisaient dans la pratique quotidienne un ensemble de formes d'action considérées comme prometteuses et adéquates. Les différents acteurs, les candidats et leurs soutiens, acquéraient un savoir sur la façon dont les campagnes devaient généralement se dérouler, ce qu'il fallait faire et ne pas faire pour rencontrer le succès. Ce savoir empirique était consigné dans de nombreuses brochures, le plus souvent adaptées aux besoins de chaque parti, et auxquelles les militants pouvaient recourir. Ce n'est qu'à partir du début du XX^e siècle que la formation des militants fut peu à peu systématisée et professionnalisée. Dans l'ensemble, les campagnes électorales se déroulèrent toutefois de manière informelle et coutumière¹⁸.

Un grand nombre d'acteurs politiques prenaient part au spectacle de la campagne électorale, en particulier les autorités de l'État dans les royaumes gouvernés par les conservateurs, la Prusse et la Saxe. Bien qu'en principe tenues par la doctrine constitutionnelle à la neutralité politique vis-à-vis des

16. Les meilleures études sur la culture électorale sont celles de Margaret L. Anderson, *Practicing Democracy. Elections and Political Culture in Imperial Germany*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2000 et de Robert Arsenschek, *Der Kampf um die Wahlfreiheit im Kaiserreich. Zur parlamentarischen Wahlprüfung und politischen Realität bei den Reichstagswahlen 1871-1914*, Düsseldorf, Droste, 2002.

17. § 17 de la loi électorale impériale. Sur tous les aspects du droit électoral de l'Empire, cf. Julius Hatschek, *Das Parlamentsrecht des Deutschen Reiches. Im Auftrag des Deutschen Reichstages dargestellt*, Berlin/New York, De Gruyter, 1973 (1^{re} édition 1915); Julius Hatschek, *Kommentar zum Wahlgesetz und zur Wahlordnung im Deutschen Kaiserreich*, Berlin, De Gruyter, 1920.

18. Cf., avec une bibliographie exhaustive, Axel Griefmer, *Massenverbände und Massenparteien im wilhelminischen Reich. Zum Wandel der Wahlkultur 1903-1912*, Düsseldorf, Droste, 2000.

partis, elles exerçaient de diverses manières leur influence sur les élections afin de faire passer des candidats fidèles au gouvernement. Les méthodes courantes d'intervention incluaient une propagande en faveur des candidats officiels sous forme d'articles de presse appropriés, de tracts, ou de brochures. De plus, les autorités tentaient de gêner les partis adverses en entravant la tenue de réunions électorales ou la distribution des bulletins de vote. Particulièrement efficaces étaient les efforts pour mobiliser les fonctionnaires-électeurs, financièrement dépendants de l'État, et les amener à contrôler les électeurs de leur entourage. Nécessairement, ces interventions de l'État dans la compétition électorale s'opéraient plutôt discrètement.

À l'inverse, les candidats et les partis politiques, avec leurs associations locales et autres comités *ad hoc*, comptaient parmi les acteurs les plus visibles, l'organisation de la campagne dépendant largement de l'appartenance partisane. C'est ainsi que les sociaux-démocrates purent s'appuyer, particulièrement après 1890, sur un parti structuré et organisé, amené à devenir le prototype allemand et européen du parti de masse bureaucratisé, forme d'organisation politique encore inconnue en France à l'époque. En revanche, durant la campagne, il fallait au *Zentrum*, parti «classique» issu d'un groupe parlementaire sans autre organisation permanente, le soutien du clergé. Les partis conservateurs et libéraux, également des «partis de cadres», devinrent, en raison d'une organisation interne déficiente, de plus en plus dépendants de groupes de pression économiques ou idéologiques, lesquels organisaient pour eux la propagande électorale, en échange de concessions politiques.

Enfin intervenait un ensemble d'acteurs électoraux offrant leur appui à titre plus ou moins privé. On y trouvait des individus s'engageant au niveau local dans d'éphémères comités électoraux. C'est particulièrement aux femmes, privées jusqu'en 1918 du droit de vote, que s'ouvrait ici un vaste champ d'activité politique. Les enfants étaient également mobilisés pour distribuer les bulletins de vote, ainsi que les aubergistes qui louaient ou mettaient gratuitement à disposition leurs locaux. Tout compte fait, les campagnes électorales pour le *Reichstag*, dans les 397 circonscriptions et leurs milliers de bureaux de vote, pourraient bien avoir mobilisé d'une manière ou d'une autre un nombre considérable, quoique difficilement quantifiable, d'individus – de l'ordre de plusieurs milliers. Cette expérience a sans doute durablement marqué les esprits quant à l'idée qu'il convenait de se faire de la «politique».

Les réunions électorales représentaient sans conteste l'activité la plus importante, permettant au public présent de se faire une idée du candidat ainsi que de ses idées politiques (ill. 3 & 4). Les réunions électorales obéissaient à des règles juridiques précises relatives au droit de réunion¹⁹. Chaque

19. À ce sujet, avec de nombreux exemples issus de la jurisprudence et des dossiers du contrôle électoral, cf. Julius Hatschek, *Kommentar zum Wahlgesetz und zur Wahlordnung im Deutschen Kaiserreich*, Berlin, De Gruyter, 1920.

Ill. 3 : Emil Erk, « Un discours électoral »,
tiré de : *Der Wahre Jacob*, n° 438, 5 mai 1903, p. 4032, supplément.

Ill. 4 : Otto Marcus, « Une réunion socialiste féminine à propos des élections parlementaires », tiré de : *Berliner Illustrierte Zeitung*, Nr. 23, 7.6.1903, p. 354.

réunion devait ainsi être déclarée à la police, les dispositions relatives à l'ordre public devaient être respectées, et certaines formes d'agitation politique interprétées comme offensantes ou conspiratrices devaient être abandonnées, la marge d'interprétation des autorités étant fort large. Généralement, les réunions électorales étaient soumises au contrôle policier.

Le discours du candidat – ou, en son absence, ceux de ses représentants locaux – était le point d'orgue de ces réunions. Jusqu'aux élections de 1912, celles-ci se tenaient la plupart du temps dans des lieux fermés, mais selon des modalités variables reflétant deux visions politiques différentes. Ainsi les sociaux-démocrates ouvraient-ils par principe leurs réunions à quiconque s'y intéressait – professant ainsi clairement leur croyance en une société de citoyens égaux en droits. En revanche, les libéraux et les conservateurs privilégiaient les assemblées fermées, auxquelles on n'avait accès que muni d'un billet d'entrée. Dans ce dernier cas, cela correspondait à un idéal de société réservant de préférence le contrôle du pouvoir aux classes possédantes.

L'organisation de l'espace dans les lieux de réunion rappelait celle, bien connue, des assemblées parlementaires. Les orateurs se tenaient en règle générale en position surélevée, sur un podium sur lequel était placé un pupitre, ou à défaut une table à laquelle pouvaient prendre place les représentants des partis et du comité électoral. À en croire les sources iconographiques, d'autres conventions oratoires semblent avoir eu cours dans ces réunions. Tandis que, presque toujours, les parlementaires étaient figurés dans le cadre

d'une gestuelle retenue – sauf à vouloir les dénoncer comme agitateurs débridés – dessins et caricatures représentaient les orateurs de meetings de manière passionnée et expressive²⁰. Cette distinction dans l'iconographie n'est pas observable au même moment en France – indice probable de styles culturels divergents entre République et Monarchie constitutionnelle.

L'une des tâches les plus importantes pour les militants était la conception, la réalisation et la distribution des programmes électoraux et de la propagande. Aux tracts, affiches et autres brochures s'ajoutaient les portraits des candidats, dont l'importance, particulièrement dans les *Milieuparteien*²¹ du centre et chez les sociaux-démocrates, allait croissant. Ces portraits, distribués comme des photographies au format carte de visite, rassemblés sous forme de trombinoscopes ou de dépliants, faisaient office de décoration murale lors des réunions électorales ou se retrouvaient sur des cartes postales²². Exceptionnellement, on les trouvait déjà imprimés dans la presse quotidienne ou dans des éditions spéciales pour présenter le candidat de la circonscription. Les affiches électorales, en revanche, ne comportaient d'abord que des textes, ressemblant plutôt, de par leur format le plus souvent réduit, à des tracts collés²³. Elles ne comportaient souvent rien d'autre que le nom du candidat.

À partir de 1903, les sociaux-démocrates expérimentèrent de plus en plus sur leurs affiches et tracts électoraux l'iconographie allégorique, utilisant souvent des images dites « de contraste ». Celles-ci mettaient en relation, selon le schéma « avant-après », la triste réalité du présent et l'heureuse situation des temps à venir, ou bien opposaient l'aisance oisive des classes possédantes à la misère prolétarienne laborieuse²⁴. De grandes affiches comme on l'entend aujourd'hui, ne se voyaient que sporadiquement, surtout à l'extérieur de la Prusse, laquelle interdisait résolument les affiches politiques. Les premières affiches de ce type apparurent en 1912 et furent utilisées pour la campagne pour le *Reichstag* et pour le *Landtag* de la Bavière. Quantitativement, les

20. Sur la culture du rassemblement électoral dans les premières années de l'Empire à travers le milieu social-démocrate, cf. Thomas Welskopp, *Das Banner der Brüderlichkeit. Die deutsche Sozialdemokratie vom Vormärz bis zum Sozialistengesetz*, Bonn, J. H. W. Dietz, 2000, p. 291-338.

21. Le concept de *Milieuparteien*, partis de milieu, fut développé afin d'expliquer la stabilité de la structure partisane en Allemagne de 1848-1849 jusqu'à la montée du parti nazi à partir de 1930. Il implique que les partis reposent sur leurs milieux socioculturels respectifs, les activistes politiques et les électeurs étant durablement liés entre eux par des styles de vie communs et des valeurs largement partagées. Cf. synthétiquement Karl Rohe, *Wahlen und Wählertraditionen in Deutschland. Kulturelle Grundlage deutscher Parteien und Parteiensysteme im 19. und 20. Jahrhundert*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1992.

22. Cf. Otto May, *Deutsch sein heißt treu sein. Ansichtskarten als Spiegel von Mentalität und Untertanenerziehung in der Wilhelminischen Ära (1888-1918)*, Hildesheim, Olms, 1999.

23. Cf. Rainer Schoch [dir.], *Politische Plakate der Weimarer Republik 1918-1933. Ausstellung vom 18. September 1980 – 23. November 1980. Hessisches Landesmuseum Darmstadt*, Darmstadt, Hessisches Landesmuseum, 1980 ; Ursula Zeller, *Die Frühzeit des politischen Bildplakats in Deutschland (1848-1918)*, Stuttgart, Edition Cordeliers, 1988.

24. Cf. Frank Mergenthal, « Ohne Knüffe und Püffe geht es da nicht ab. » *Die « Hottentottenwahlen » 1907 im Regierungsbezirk Düsseldorf*, Siegburg, Rheinlandia, 1995, en particulier p. 235-251. Pour l'iconographie, Knut Hickethier, « Karikatur, Allegorie und Bilderfolge – zur Bildpublizistik im Dienste der Arbeiterbewegung », in Peter v. Rüdén [dir.], *Beiträge zur Kulturgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung 1848-1918*, Frankfurt a. M., Büchergilde Gutenberg, 1979, p. 79-165.

innombrables brochures et tracts électoraux, imprimés et distribués tantôt au niveau central, tantôt sous la responsabilité d'acteurs régionaux ou locaux, restaient décisifs. D'autres formes de pratiques électorales étaient observables, du collage et de la distribution de tracts aux défilés de rue, réunions politiques, banquets électoraux et rencontre directe des électeurs, bref, toute la palette du *canvassing*. C'est surtout après 1900 que se développèrent dans les circonscriptions urbaines des formes de campagne d'inspiration plus moderne incluant le recours à la bicyclette, à l'automobile et à la montgolfière.

Le défi logistique essentiel de la campagne consistait en la distribution en temps voulu à l'électeur, réel ou potentiel, des bulletins de vote pour le candidat que l'on soutenait. Le bulletin de vote officiel était alors inconnu. La loi électorale se contentait de prescrire la couleur blanche du bulletin et l'absence de tout signe extérieur distinctif. Il revenait donc aux partis et aux candidats de prendre en charge leur fabrication. Différant parfois notablement par le format, les dimensions et la couleur, ces bulletins pouvaient sérieusement mettre en question le secret du vote. Leur distribution – de même que leur acceptation – indiquait publiquement une orientation politique. Une disposition législative, en 1884, précisa que les bulletins de vote n'étaient pas des publications politiques au sens des lois du *Reich* ou des *Länder*, ce qui les plaçait à l'abri d'attaques de l'État, en particulier de toute saisie. Ce cadre légal, malgré les contraintes des lois antisocialistes, créa les conditions de possibilité d'une participation des sociaux-démocrates aux élections, avec quelque chance de succès.

Le jour même de l'élection, les agents électoraux (*Wahlschlepper*)²⁵ entraient en action : « Jusqu'à la dernière heure du scrutin, les listes électorales étaient contrôlées, on identifiait les électeurs qui ne s'étaient pas encore déplacés, on allait les voir, on les encourageait et, s'ils avaient besoin d'aide, on les accompagnait au bureau de vote »²⁶. Les partis et les candidats s'appuyaient en partie sur un important réseau d'agents électoraux et d'hommes de confiance, s'efforçant de ramener vers les urnes les électeurs défaillants. Calèches et automobiles, surtout du côté conservateur et national-libéral, entrèrent en scène – ce dont se plaignirent à maintes reprises les sociaux-démocrates, de tels moyens étant pour eux trop onéreux. Bien souvent, cet « enrôlement » avait un effet assez symbolique, l'appel à la conscience des abstentionnistes étant tout aussi important que l'effet réel.

Ces actions militantes suscitèrent un intérêt considérable auprès des contemporains. Le public fréquenta volontiers les réunions électorales et assista à des manifestations publiques de toutes sortes. Dans le même temps, les médias publièrent très largement des reportages, tant dans la presse poli-

25. *N.d.T.* Construction lexicale intraduisible : individus chargés d'en « traîner » d'autres vers les urnes.

26. Témoignage d'un agent électoral, August Rathmann, *Ein Arbeiterleben. Erinnerungen an Weimar und danach*, Wuppertal, Peter Hammer, 1983, p. 23.

tique quotidienne²⁷ que dans les périodiques illustrés ou les feuilles satiriques. En période pré-électorale, la politique parlementaire et les candidats aux élections constituaient le thème médiatique dominant, laissant provisoirement dans l'ombre les reportages sur les maisons princières. Rarement les institutions étatiques, les partis, les candidats et les électeurs tissèrent des liens aussi étroits, rarement la communication entre les parties prenantes, directe ou indirecte, fut aussi dense. Même la presse à destination des familles (« Familienblätter »), d'orientation plutôt conservatrice ou libérale de droite, rendait compte du déroulement des élections²⁸.

Le spectacle des campagnes parlementaires se déroulait donc dans un espace défini par les lois du *Reich* et dans un cadre temporel restreint. Au sein des circonscriptions électorales, en fonction des configurations partisans et du degré de politisation, le débat public faisait diversement écho au contexte événementiel national. Ces campagnes étaient l'occasion de mettre en scène l'unité de la nation sans pour autant que les électeurs gommant leurs préférences politiques ou leur appartenance socio-culturelle. Elles étaient au plus haut point intégratrices, car elles rassemblaient un grand nombre de personnes d'horizons les plus divers dans le cadre d'une action nationale. Le travail d'organisation et l'engagement émotionnel qui présidaient aux campagnes électorales renforçaient l'intérêt pour le *Reichstag*, sa légitimité et par là même son pouvoir – sans que la situation juridico-constitutionnelle en fût modifiée. Les éléments performatifs de la campagne dévoilaient le pouvoir du citoyen-électeur, symbolisant une souveraineté populaire qui ne figurait pourtant pas dans la Constitution du *Reich*²⁹.

L'ACTE DE VOTE MIS EN SCÈNE, UN DROIT DU CITOYEN

Sans nul doute, le dépôt du bulletin dans l'urne constituait l'acmé de la performance électorale. L'avant – les préparatifs administratifs et politiques du scrutin – et l'après – le dépouillement, l'annonce des résultats et la célébration de la victoire – étaient l'un comme l'autre clairement définis. Le vote lui-même constituait l'acte souverain de citoyens-électeurs égaux en droits, ainsi résumé par la *Berliner Illustrirte Zeitung*: « Un peuple entier allant aux urnes, la voix du dernier valet impécunieux valant exactement celle du chancelier du *Reich* »³⁰. À la différence de la République française où la Chambre des députés repré-

27. On trouve une vue d'ensemble sur les reportages électoraux de la presse quotidienne dans la riche compilation d'extraits de presse du groupe d'intérêts agricole *Reichslandverbund*, Bundesarchiv Berlin, R 8034 II, n° 5072-5111.

28. Ce type de presse n'a pas encore fait l'objet d'une recherche approfondie.

29. On trouve développée une idée similaire, sur l'époque de la charte constitutionnelle, chez Emmanuel Fureix, « La construction rituelle de la souveraineté populaire : deuils protestataires (Paris, 1815-1840) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 42, 2011, p. 21-39.

30. *Berliner Illustrirte Zeitung*, n° 36, 26 juin 1898, p. 5.

sentait la nation souveraine, l'Empire ne voyait pas dans les élections la traduction légale de la souveraineté populaire. Le jour du scrutin n'avait rien à voir avec une mise en scène publique, sacralisée – autre différence avec la France. Les élections n'étaient pas une fête républicaine orchestrée par les autorités de l'État. Elles ne se tenaient pas dans des hôtels de ville richement décorés, le dimanche, mais en semaine, à des jours variables³¹. Les salariés, employés et ouvriers, ne pouvaient bien souvent voter que pendant les pauses déjeuner ou le soir, ou devaient compter sur la compréhension de leur employeur.

Malgré tout, le fait d'aller voter constituait au sein du système constitutionnel du *Reich* un processus particulier, un « cérémonial ritualisé »³². Le vote au sens strict était ordonné par des règles fermes, découlant des dispositions de la Constitution du *Reich*, de la loi électorale, et avant tout du code électoral. Si les premières résultaient, au sens du constitutionnalisme, d'un accord entre la Couronne et le Parlement, le code relevait des compétences exclusives du *Bundesrat*³³. Selon les dispositions édictées dans un premier temps en 1869 pour le Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la dimension administrative des préparatifs des élections était du ressort spécifique de l'exécutif. Étaient concernées entre autres la procédure à suivre pour l'établissement des listes électorales, la délimitation des bureaux de vote au sein des circonscriptions et la désignation de leur président. De plus, le code électoral contenait aussi des dispositions régulant l'acte même du vote. Abstraction faite de la réforme de 1903 sur laquelle nous aurons à revenir, le code de 1869 resta inchangé dans ses grandes lignes jusqu'à la fin du *Reich*.

Les préparatifs administratifs de l'élection relevaient de la présidence du bureau de vote. Celui-ci comprenait un président, un secrétaire, et jusqu'à six assesseurs, tous désignés par les autorités communales. Si les fonctionnaires d'État ne pouvaient être sélectionnés, le mode de désignation faisait que seules étaient nommées des personnes jouissant de la confiance des autorités. De plus, la notion de « fonctionnaire d'État » était tellement vague qu'en pratique, des autorités locales, tels un maire de village ou un propriétaire de domaine, se retrouvaient souvent à la tête du bureau de vote. De même, le choix de bureaux de vote dits « féodaux » – bureaux administratifs ou appartements privés de maires de village, de directeurs de domaine ou d'administration – ne pouvait qu'accentuer l'impression d'une mainmise des autorités

31. Raison pour laquelle n'existe pas pour les élections allemandes de représentation picturale comparable à celle réalisée en 1891 par Alfred-Henri Bramtot, sur commande publique, pour la mairie des Lilas. Cf. *Le triomphe des mairies. Grands décors républicains à Paris, 1870-1914*. Musée du Petit Palais, 8 novembre 1986-18 janvier 1987, Paris, Musée du Petit Palais, 1986, p. 47 et 217-219.

32. Sur ce concept, cf. Gerrit J. Schenk, *Zeremoniell und Politik. Herrschereinzüge im spätmittelalterlichen Reich*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2003.

33. Celui-ci, selon l'article 15 de la loi électorale, avait pour mission d'établir le code électoral pour tout le territoire du *Reich*. La version d'origine du code électoral de 1870 (*Bundesgesetzblatt* 1870, p. 275), de même que les modifications de 1903 (*Reichsgesetzblatt* 1903, p. 275), sont reproduites dans Wilhelm Baensch, *Reichstags-Wahlrecht – Wahlverfahren – Wahlprüfungen. Zusammenstellung der sämtlichen gesetzlichen Bestimmungen hierüber, nebst den Grundsätzen der Wahlprüfungskommission betreffs der Gültigkeit und Ungültigkeit von Wahlen*, Berlin, Wilhelm Ernst & Sohn, 1903.

sur les élections. Parmi les autres acteurs, on comptait les observateurs que les partis envoyaient contrôler le déroulement des opérations dans les bureaux de vote, mais aussi de notabilités – propriétaires de domaines ou d'usines – venues surveiller les électeurs qui dépendaient d'eux économiquement. L'acteur principal restait toutefois l'électeur lui-même, qui, selon la formule d'un manuel de l'époque, venait accomplir son «devoir civique de citoyen»³⁴.

Les bureaux de vote ouvraient à dix heures pour fermer à six heures du soir (à partir de 1903 à sept heures). Les opérations de vote commençaient avec la constitution du comité électoral, sanctionnée par une poignée de main sur l'honneur. En faisant cela, les participants s'engageaient à respecter le code électoral, lequel, tout comme la loi électorale, était affiché dans chaque bureau de vote. Au centre de la pièce se trouvait la table à laquelle prenaient place les membres du comité et les assesseurs. Celle-ci devait être placée de telle manière qu'elle restât accessible de tous côtés. Était ainsi garantie la transparence de l'activité du comité et prévenue toute manipulation. Sur cette table se trouvait, comme indiqué par le code électoral, un «réceptier recouvert», c'est-à-dire l'urne. Quelle devait être sa forme? Sur ce point, même après la réforme de 1903, le code électoral n'apporta aucune indication. C'était aux autorités locales de se procurer des réceptiers adéquats. Des urnes spéciales, richement ornées, furent fabriquées à l'occasion, mais il est aussi régulièrement question de boîtes à chapeaux ou à cigarettes, de marmites, ou de soupnières. L'utilisation de tels réceptiers ne mettait pas seulement en danger la confidentialité du vote; elle était aussi aux yeux de nombreux observateurs en contradiction flagrante avec la dignité du fait électoral.

Le bulletin de vote à la main, l'électeur entrait dans le bureau de vote. Il lui fallait se présenter individuellement à la table électorale, décliner son nom et son adresse exacte. Après que son identité eut été établie à l'aide de la liste électorale, il s'approchait de l'urne et remettait son bulletin, plié de telle façon que le nom du candidat restât invisible, au président. Celui-ci le déposait alors, «sans l'ouvrir, dans le réceptier disposé sur la table». Ce n'est qu'après le dépôt du bulletin constaté par le secrétaire et consigné sur la liste électorale que le vote était clos et que l'électeur pouvait s'en aller.

Concernant le déroulement du vote, plusieurs choses retiennent l'attention. Le règlement était tout entier inspiré de la fiction de l'électeur responsable, maître de ses choix. Cela commençait par l'isolement spatial du vote. En entrant dans le bureau de vote, la propagande électorale et la distribution de tracts y étant interdites, l'électeur, comme dans un *rite de passage*³⁵, quittait la sphère des passions politiques et des intérêts égoïstes. L'affichage des textes législatifs, loi et code électoraux, contribuait à souligner le climat

34. Clemens Freyer, *Der deutsche Reichstag. Seine Geschichte, Organisation, Rechte und Pflichten*, Berlin, Paul Hennig, 1887, p. 62.

35. *N.d.T.* : en français dans le texte.

III. 5 : « Les élections parlementaires à Berlin : instantanés du Reichstag », photographe inconnu, tiré de *Die Woche*, n° 5, 2 février 1907, p. 189.

Ill. 6 : « Les élections parlementaires à Berlin. Les électeurs faisant la queue devant l'isoloir », photographie de Gordan & Delius, tirée de *Berliner Illustrirte Zeitung*, n° 26, 28 juin 1903, p. 403.

particulier du lieu. Le bureau de vote était le lieu où l'électeur, libre de toute influence extérieure, mais aussi de haine et de passion, de préjugés et d'intérêts personnels, se devait d'agir en conscience et responsabilité pour le bien de l'État. Dans le bureau de vote, l'individu était *sacré citoyen*. L'acmé de l'acte électoral était atteinte avec la remise du bulletin au président, lequel le déposait dans l'urne. Cet instant décisif comptait parmi les plus fréquemment fixés par l'image.

Que cette mise en scène du processus électoral, acte autonome d'un citoyen libre de toute contrainte extérieure, fût une fiction, cela a déjà été évoqué à plusieurs reprises. Que les autorités exerçassent une influence sur les élections était « non l'exception, mais la règle ». S'y ajoutait l'influence exercée par le clergé, les entrepreneurs, et les propriétaires terriens³⁶. Les manipulations du vote accusaient un écart prononcé entre ville et campagne, les petits bureaux de vote ruraux, souvent loin d'atteindre cent électeurs, étant parfois le théâtre de situations grotesques. Particulièrement touchés étaient, géographiquement, la Saxe, le Mecklembourg et la Prusse, et politiquement, les mandats conservateurs et ceux des antisémites. Les cas étudiés par la commission parlementaire de contrôle des élections ne forment qu'une petite partie des plaintes déposées, lesquelles de leur côté ne prenaient en compte qu'une fraction des fraudes avérées. Sur les treize élections au *Reichstag* tenues

36. Sur cette influence, voir les études très complètes de Margaret L. Anderson, *Practicing Democracy...*, *op. cit.*, et de Robert Arsenschek, *Der Kampf um die Wahlfreiheit...*, *op. cit.*, citation p. 173.

jusqu'en 1912, 974 cas au total (19 % de tous les mandats) furent soumis par le Parlement à un examen sérieux, aboutissant tout de même à 89 annulations (1,7 % des mandats). Pour qu'une annulation fût prononcée, il ne suffisait pas de prouver la fraude et son étendue, il fallait encore que l'issue du vote eût été biaisée. Les résultats des circonscriptions où le candidat arrivé en tête disposait d'une majorité confortable n'étaient ainsi que rarement contestés³⁷.

Au total, les dispositions du code électoral de 1869 n'étaient donc pas de nature à garantir pleinement la liberté et la dignité du vote. Les bulletins devaient, certes, être blancs et ne comporter aucun signe distinctif. Dans les faits, cependant, cette règle était fréquemment et astucieusement contournée. Les personnes présentes pouvaient souvent distinguer pour quel candidat l'électeur avait ou non voté. Prendre et déposer le bulletin d'un candidat d'opposition requérait dans ces conditions une bonne dose de courage civique. Le processus avait également quelque chose d'humiliant et d'indigne, l'électeur étant parfois contraint par les moyens les plus mesquins de révéler devant des représentants de l'autorité son orientation politique. Ceci d'autant plus que certains administrateurs de domaines et autres employeurs industriels cherchaient eux-mêmes à exercer leur influence au sein du bureau de vote et – ignorant l'interdit – faisaient régulièrement distribuer des bulletins de vote.

En raison des nombreux vices de cette procédure, le *Reichstag* s'efforça à diverses reprises de remanier en profondeur le code électoral en tenant compte des expériences de la commission de contrôle des élections. Entre 1889 et 1902, le Parlement examina en tout onze fois des projets de loi correspondants, les approuvant à quatre reprises à une large majorité, la dernière, en 1902, avec l'appui des parlementaires du groupe national-libéral. À chaque fois le projet de loi fut bloqué par le rejet du *Bundesrat*³⁸. Ce n'est qu'au printemps 1903 – cette fois sur l'initiative du chancelier Bernhard von Bülow, qui, en échange, avait négocié avec les partis du *Zentrum* un compromis sur le remaniement des tarifs douaniers – qu'un accord fut trouvé sur un code électoral, lequel fut promulgué par le *Bundesrat* avec l'approbation du *Reichstag*³⁹.

Les deux modifications principales concernaient l'introduction d'enveloppes officielles (12 x 15 cm, en papier opaque) ainsi que de cabines de vote ou – si leur acquisition s'avérait trop coûteuse – du moins d'espaces dits « isolés », dans lesquels les bulletins – toujours de fabrication privée, mais dont le format était maintenant fixé à 9 x 12 cm – pouvaient être mis dans l'enveloppe à l'abri des regards⁴⁰. La configuration de ces cabines ou de ces

37. Robert Arsenscheck, *Der Kampf um die Wahlfreiheit...*, op. cit., p. 150-151.

38. Julius Hatschek, *Das Parlamentsrecht des Deutschen Reiches...*, op. cit., p. 364-365.

39. Robert Arsenscheck, *Der Kampf um die Wahlfreiheit...*, op. cit., p. 357-358.

40. Sur la cabine de vote comme « lieu de la modernité », cf. aussi la remarque de Thomas Mergel, « Die

espaces ne faisait toutefois l'objet d'aucune directive. Il en résulta, selon les compétences locales, une grande variété d'options, la cabine de vote s'imposant dans les bureaux de vote urbains.

Ces nouvelles règles n'étaient cependant pas non plus à même de garantir absolument le secret du vote. En effet, le code électoral ne comportait toujours pas de description précise de l'urne, ce qui amenait certains présidents de bureau à adopter des récipients tels, que les bulletins de vote s'empilaient les uns sur les autres, permettant, en comparant leur ordre dans la pile avec les listes d'émargement, leur attribution *a posteriori*. On utilisa aussi régulièrement des cabines de vote qui ne protégeaient pas l'électeur des regards. Certains des espaces « isolés » remplissaient tout aussi médiocrement leur fonction.

Néanmoins, la réforme du code électoral concourut à une amélioration sensible pour l'électeur et à une revalorisation symbolique du vote. L'isolement de l'électeur, amorcé dès l'entrée du bureau de vote, était pour ainsi dire redoublé par la cabine de vote, et le geste souverain du vote était mis en scène encore plus nettement qu'auparavant comme le point focal du scrutin. Le code électoral imposait à l'électeur de passer par l'isoloir avant de déposer son bulletin. Sans ce double rite de passage, l'électeur restait une personne privée, son vote perdait de sa valeur. La plupart des électeurs avaient maintenant dans l'isoloir la possibilité de tirer de leur poche le bulletin du parti de leur choix et de le glisser discrètement dans l'enveloppe légale. L'enveloppe pouvait sans crainte de démasquage immédiat être ensuite remise au président. Ces réformes matérielles signifiaient incontestablement respect et dignité pour l'électeur lui-même et faisaient du vote l'expression de la liberté citoyenne.

C'est pour cette raison que nombre de conservateurs – mais aussi des nationaux-libéraux – menèrent campagne contre la nouvelle réglementation. Le 23 janvier 1903, le député conservateur Georg Oertel qualifia au *Reichstag* la réforme de « loi de chiotte », terme repris peu après par Bernhard von Bülow au Parlement prussien. Régulièrement, les cabines de vote étaient assimilées à des « chiottes dans lesquels l'électeur devait désormais aller faire ses besoins »⁴¹. Les journaux furent tentés d'utiliser ce terme irrévérencieux, même lorsqu'ils ne cautionnaient pas ses implications idéologiques⁴². Les caricaturistes ne furent pas en reste et l'illustrèrent de toutes les manières possibles. Ainsi fut forgé un motif iconographique repris quelques décennies

Wahlkabine», in Alexa Geisthövel et Habbo Knoch [dir.], *Orte der Moderne. Erfahrungswelten des 19. und 20. Jahrhunderts*, Frankfurt a. M., Campus, 2005, p. 335-344. Voir aussi, pour une approche globale du secret du vote, Malcolm et Tom Crook, « L'isoloir universel? La globalisation du scrutin secret au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 43, 2011/2, p. 41-55.

41. Friedrich Stampfer, *Erfahrungen und Erkenntnisse. Aufzeichnungen aus meinem Leben*, Köln, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1957, p. 81.

42. Sur la discussion de la réforme dans la presse, cf. l'archive de presse du *Reichslandbunds*, Bundesarchiv Berlin, R 8034 II, n° 5081-5086 u. 5850.

plus tard par les opposants au parlementarisme de Weimar. La vive réaction des conservateurs révélait en creux le surcroît de prestige du vote que la réforme de 1903 impliquait, du moins sur un plan politico-symbolique, tant pour l'électorat que pour le *Reichstag*, indirectement. La dignité de l'« acte d'honneur citoyen » était désormais garantie institutionnellement. Ce n'est qu'en 1913 que la Troisième République française procéda à une réforme analogue⁴³.

LA SIGNIFICATION DU SUFFRAGE AU SEIN DE LA CULTURE POLITIQUE DU *REICH*

Le suffrage universel masculin eut, dans le cadre du *Reich*, une signification fondamentale pour la mobilisation politique. Il augmentait les chances d'imposer des intérêts tant personnels que spécifiques à des groupes. La force mobilisatrice des élections parlementaires reposait à tel point sur cet aspect que celles-ci forgèrent des rituels permettant un rassemblement émotionnel et conflictuel sous le signe de la politique nationale. L'effet fut d'autant plus fort que les élections se déroulaient dans l'espace public et le recherchaient, même, par nature. Avec l'établissement du suffrage universel masculin, les campagnes électorales prirent l'allure de grands événements médiatiques. Quelle signification ces processus eurent-ils pour la culture politique du *Reich* et de la République de Weimar en gestation ?

La pratique culturelle de l'élection influa sur la structure institutionnelle du pouvoir impérial. Elle donna aux acteurs et au public une idée de ce que « la politique » se devait d'être. Dans ce contexte, les « projets de coups d'État » régulièrement évoqués par Bismarck ou par Guillaume II entre 1878 et 1900 – à savoir la modification unilatérale de la Constitution impériale alliée à la dissolution du Parlement et à la suppression du suffrage universel masculin – apparaissent comme peu réalistes⁴⁴. À la différence du royaume de Saxe – où en 1896 un suffrage censitaire modéré permettant l'ascension de la social-démocratie fit place à un droit de vote à trois classes – de tels projets relevaient encore, dans l'Empire, de la pure rhétorique⁴⁵. Dans les premières années du *Reich*, une telle procédure eût été de nature à mettre en danger l'existence de l'État-nation. Après 1890, elle eût éloigné des pans entiers de la société du système politique et sans doute aussi durablement, avec des

43. Cf. Yves Deloye et Olivier Ihl, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 ; Alain Garrigou, « Le secret de l'isoloir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 71-72, mars 1988, p. 25-45.

44. Egmont Zechlin, *Staatsstreichpläne Bismarcks und Wilhelms II. 1890-1864*, Stuttgart/Berlin, Cotta Nachf., 1929 ; Michael Stürmer, « Staatsstreichgedanken im Bismarckreich », *Historische Zeitschrift*, n° 209 (1969), p. 566-615.

45. Wolfgang Schröder, « Wahlrecht und Wahlen im Königreich Sachsen 1866-1896 », in Gerhard A. Ritter [dir.], *Wahlen und Wahlkämpfe in Deutschland. Von den Anfängen im 19. Jahrhundert bis zur Bundesrepublik*, Düsseldorf, Droste, 1997, p. 79-130.

conséquences incalculables, de la monarchie des Hohenzollern. En ce sens, l'existence du *Reich* était intimement liée au suffrage universel masculin.

À partir des années 1890 au plus tard, le suffrage universel masculin tendit vers un modèle politique influençant fortement chaque État allemand. En Saxe et dans la puissante Prusse avaient cours en effet des systèmes électoraux bien plus restrictifs qu'au niveau national⁴⁶. L'effet mobilisateur du droit de vote à l'échelle de l'Empire se traduisit par des protestations contre le droit de vote à trois classes. La constitution de classes d'électeurs selon le niveau d'imposition fut de plus en plus ressentie comme un scandale. Dans le combat contre des parlements formés de manière non démocratique, la rue – comme lors des manifestations de mai du mouvement ouvrier – était investie politiquement par des cortèges et des rassemblements⁴⁷. Les manifestations pour le droit de vote tirèrent leur force mobilisatrice du prestige, profondément ancré culturellement, des élections au *Reichstag* et de leurs rituels. Si les rues de Berlin n'en devinrent pas pour autant des « *rues républicaines* », comme les rues de Paris décrites par Pierre Casselle, il y eut bien des « *rues démocratiques* »⁴⁸.

En Allemagne, tant la théorie politique que la doctrine de l'État de droit se déploierent presque toujours explicitement en opposition avec le modèle français : la révolution, le bonapartisme, la République⁴⁹. Même dans la sphère intellectuelle-libérale, les regards se tournaient plus vers l'Angleterre que vers la France. L'historiographie a pour une large part suivi ce discours de l'époque et n'a en cela pas tout à fait tort. Mais si l'on détourne son regard du monde de la réflexion académique et intellectuelle vers celui des cultures électorales et de celles, publiques et parlementaires, qui leur sont directement liées, une autre image s'impose. La pratique politique du vote liée au suffrage universel masculin fut également nourrie en Allemagne – le plus souvent inconsciemment – par le concept démocratique de souveraineté populaire. Cette pratique était en tout état de cause plus fortement inspirée de la tradition révolutionnaire française que du modèle britannique, lequel

46. Thomas Kühne, *Dreiklassenwahlrecht und Wahlkultur in Preußen 1867-1914. Landtagswahlen zwischen korporativer Tradition und politischem Massenmarkt*, Düsseldorf, Droste, 1994; Simone Lässig, Karl Heinrich Pohl et James Retallack [dir.], *Modernisierung und Region im wilhelminischen Deutschland. Wahlen, Wahlrecht und politische Kultur*, Bielefeld, Verlag für Regionalgeschichte, 1995.

47. Bernd Jürgen Warneken [dir.], *Als die Deutschen demonstrieren lernten. Das Kulturmuster «friedliche Straßendemonstration» im preußischen Wahlrechtskampf 1908-1910*, Tübingen, Vereinigung für Volkskunde, 1986; Thomas Lindenberger, *Straßenpolitik. Zur Sozialgeschichte der öffentlichen Ordnung in Berlin 1900 bis 1914*, Bonn, J. H. W. Dietz, 1995.

48. Pierre Casselle, *Paris républicain (1871-1914)*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, 2003.

49. Klaus-Peter Sick, «Ein fremdes Parlament als Argument. Die deutschen Liberalen im Kaiserreich und der Parlamentarismus der Dritten französischen Republik», in Wolther v. Kieseritzky et Klaus-Peter Sick [dir.], *Demokratie in Deutschland. Chancen und Gefährdungen im 19. und 20. Jahrhundert*, München, C. H. Beck, 2000, p. 91-124; Mark Hewitson, *National Identity and Political Thought in Germany. Wilhelmine Depictions of the French Third Republic, 1890-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

faisait plus de cas de la souveraineté parlementaire que de la représentation démocratique par l'élection.

La pratique culturelle de l'élection influença également le cours de la révolution de 1918-1919, en particulier l'attitude du mouvement ouvrier social-démocrate, lequel posséda pour un court moment le pouvoir. Les théoriciens socialistes ne s'étaient que rarement exprimés sur la forme que devait prendre l'« État du futur » auquel ils aspiraient, mais les attentes des partisans de la social-démocratie étaient claires : il y aurait des élections. Les succès électoraux durables que les sociaux-démocrates avaient récoltés durant l'Empire suscitèrent dans le parti et chez ses électeurs le sentiment que l'avenir leur appartiendrait. Ce n'était donc pas seulement la peur du chaos et de l'anarchie qui poussa en décembre 1918 la plus grande partie des partisans des sociaux-démocrates à approuver l'élection d'une Assemblée nationale constituante. Derrière l'adhésion à la démocratie parlementaire résidait surtout l'usage déjà ancien du vote ainsi que la propagation effective du suffrage universel masculin, expression symbolique de la souveraineté populaire.

*Andreas Biefang est chargé de recherche à la Kommission für Geschichte
für des Parlamentarismus und der politischen Parteien e.V.
(Commission pour l'histoire du parlementarisme et des partis politiques).*